

## INTRODUCTION THÉMATIQUE

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger

De Boeck Supérieur | « Afrique contemporaine »

2014/3 n° 251 | pages 13 à 23

ISSN 0002-0478

ISBN 9782804193249

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2014-3-page-13.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Mireille Razafindrakoto *et al.*, « Introduction thématique », *Afrique contemporaine*  
2014/3 (n° 251), p. 13-23.  
DOI 10.3917/afco.251.0013  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Madagascar : d'une crise l'autre

## Introduction thématique

Mireille Razafindrakoto

François Roubaud

Jean-Michel Wachsberger



Si des vies humaines n'étaient pas en jeu, Madagascar aurait pu s'enorgueillir d'ajouter au mystère des origines de sa population celui de sa trajectoire politique, économique et sociale. En effet, la trajectoire de l'économie malgache est d'abord une énigme. Depuis plus de quatre décennies, les différents changements, aussi bien de stratégies économiques que de régimes politiques, n'ont pas permis d'inverser la dynamique régressive de l'économie. Ainsi, le pouvoir d'achat des Malgaches a diminué de 40 % entre 1960 et 2014 (voir graphique p. 15). Ensuite, l'énigme se double d'un paradoxe. Chaque fois qu'un épisode de croissance s'est fait jour, une crise de nature sociopolitique est survenue pour interrompre la dynamique enclenchée. Les différentes crises en 1972, 1991, 2001, et finalement celle qui a suivi le coup d'État de 2009, ont eu des impacts négatifs notoires sur les niveaux de vie. Mais le sens de la causalité n'est pas unique *a priori* : les crises sociopolitiques sont également les conséquences des conditions économiques qui prévalent et qui se traduisent par la montée des sentiments d'inégalités, d'injustice et d'exclusion. Madagascar semble enfermé dans un cercle vicieux, sachant que l'issue de la dernière crise reste encore incertaine, en dépit de sa solution électorale en décembre 2013.

Ainsi, récession continue et crises récurrentes caractérisent aujourd'hui Madagascar, sans que les théories du développement, traditionnelles ou récentes, ne permettent d'expliquer cette trajectoire (Razafindrakoto *et al.*, 2013). Comment concilier les images contradictoires que dessinent, à l'instar d'un puzzle, les analyses disponibles sur la Grande Île ? Ses ressources naturelles et humaines ne sont pas seulement mythiques, comme en témoignent l'arrivée des investisseurs étrangers et le succès de la zone franche d'exportation à la fin des années 1990, même si celui-ci n'a pas duré (Cling *et al.*, 2005). Comme la population qui, malgré sa perplexité, affichait encore son optimisme en mai 2008 (Afrobaromètre, 2008), la communauté internationale avait même misé sur Madagascar en l'érigant au statut de *poster boy* ou de *front-runner*

**Mireille Razafindrakoto** est directrice de recherche à l'IRD-DIAL.

**François Roubaud** est directeur de recherche à l'IRD-DIAL.  
**Jean-Michel Wachsberger** est

maître de conférence en sociologie à l'université de Lille-3.

(« bon élève ») du développement en Afrique au milieu des années 2000, refusant de voir les dérives autocratiques du régime en place. Madagascar n'a souffert depuis des décennies ni de guerre ni de conflits violents durables. Même si la fracture entre *Merina* et Côtiers est considérée le plus souvent comme la clé de lecture de l'histoire du pays, comparé aux autres nations du continent, la faible prégnance du fait ethnique soulignée dans quelques études (Roubaud, 2000 ; Ramamonjisoa, 2002) est confirmée par les enquêtes auprès de la population : l'ethnicité n'est pas identifiée comme source de discrimination politique ou économique (Afrobaromètre, 2005, 2008 et 2013).

En termes de gouvernance, un processus de démocratisation a été enclenché, avec notamment l'institutionnalisation d'un certain nombre de procédures au cours des années 1990 (compétition politique ouverte, multipartisme, suffrage universel, liberté de vote, transparence des scrutins, liberté de la presse). Certes, l'énoncé *de jure* de ces principes, et leur application plus ou moins effective, ne peuvent suffire pour l'instauration d'une véritable démocratie, sachant qu'on assiste même à des marches arrière dans une phase censée être de consolidation. Toutefois, les Malgaches n'ont pas eu à subir la répression de régimes véritablement dictatoriaux depuis l'indépendance. Madagascar ne souffre donc pas et n'a pas souffert de phénomènes traumatiques. Pourtant, l'île est aujourd'hui parmi les pays les plus pauvres du monde (92 % de la population vit sous le seuil de deux dollars par jour, selon la Banque mondiale). Profitant du mystère enveloppant ce paradoxe, aucun acteur des sphères de pouvoir ne se sent responsable. Désarmée, la population se réfugie derrière un fatalisme démobilisateur, tandis que de l'extérieur, journalistes ou analystes, à défaut d'explication, n'hésitent plus à brosser un tableau apocalyptique d'une société à la dérive où règnent à grande échelle corruption et trafics en tous genres<sup>1</sup>. La compréhension de la trajectoire malgache s'impose ainsi comme un défi au chercheur pour briser cette idée d'une prétendue malédiction.

Ce numéro s'inscrit dans la lignée des différents dossiers spéciaux consacrés aux crises successives à Madagascar. Ainsi, en 1993, *Politique africaine* publie un numéro sur la transition politique et l'avènement des « Forces vives » (Raison-Jourde, 1993). La revue récidive en 2002 à l'occasion de la nouvelle crise à peine résolue (*Madagascar : les urnes et la rue* ; Raison-Jourde et Raison, 2002). La revue *Afrique contemporaine* n'est pas en reste. Elle publie également en 2002 un numéro double intitulé : « Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transitions politique et économique » (Roubaud, 2002)<sup>2</sup>. Ce dernier se distingue des deux premiers, essentiellement centrés sur la dimension politique des événements, par des analyses plus fouillées des aspects économiques de la trajectoire malgache. À partir de cette date,

1. L'article du *Figaro* « Madagascar : l'enfer du décor », du 18 octobre 2013, en est une illustration.

2. La revue avait publié précédemment une série d'articles

sur les événements de 1972 et sur la crise économique des années 1980 (voir Véron, 2010).

3. Ainsi, par exemple, un encadré intitulé « À situation exceptionnelle,

numéro exceptionnel » était mis en exergue dans le numéro de 2002 de *Politique africaine*.

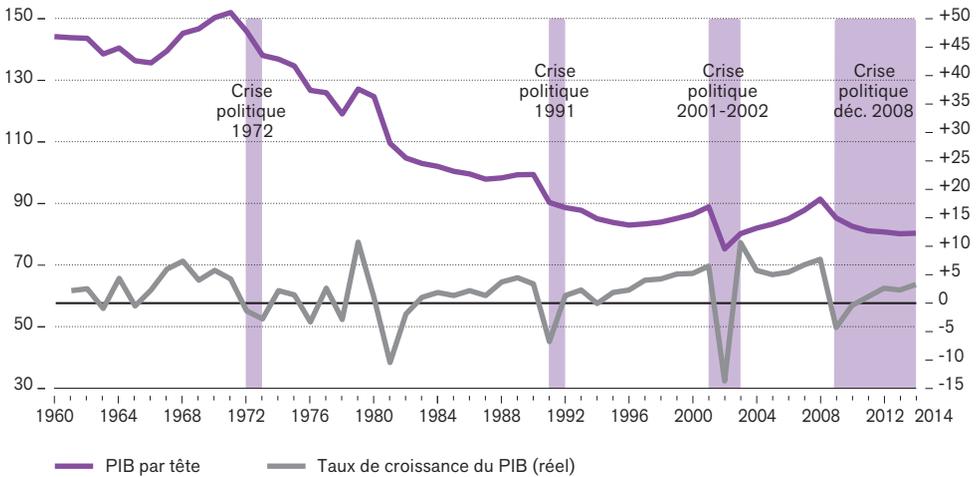
## Le « mystère » malgache

### Croissance et crises sociopolitiques

#### PIB par habitant

Prix constant  
1984 = 100

#### Taux de croissance du PIB en %



Sources : INSTAT (2014), Indicateurs du développement dans le monde (2014) ; calculs des auteurs. Note : PIB par tête en Ariary constant de 1984.

Le PIB par tête en termes réels est un indicateur du niveau de vie de la population. Sa baisse continue, si on excepte les courtes périodes d'embellies, montre la dégradation de la situation sur longue période. Les phases de croissance s'avèrent passagères : elles sont à chaque fois interrompues par une crise sociopolitique.

Édographie, 02/2015.

Madagascar disparaît des écrans radars, mis à part quelques articles ponctuels. Il faudra attendre 2012 pour qu'un premier ouvrage collectif sur la nouvelle crise soit publié (*Madagascar, le coup d'État de 2009*, Randrianja, 2012). Comme son nom l'indique, ce recueil s'intéresse essentiellement aux événements du moment (au mieux jusqu'en 2011), même si un certain nombre de ses auteurs ne s'interdisent pas d'aller puiser dans un temps plus long. Ce numéro actualise donc les publications antérieures. Tous les articles ont été rédigés en 2014. Ils tiennent compte de l'ensemble des informations disponibles jusqu'à la fin de l'année, soit avec un recul de près d'un an sur le processus électoral dit de « sortie de crise ».

L'objectif de ce numéro est d'apporter un éclairage sur la nature et l'origine des crises récurrentes à Madagascar. En cela, il se distingue des projets éditoriaux précédents, c'est même sa principale originalité. Alors que ces derniers se focalisaient sur une crise en particulier (la dernière en date)<sup>3</sup>, le présent dossier, prenant prétexte de la dernière crise, cherche à embrasser l'ensemble des crises, afin d'explorer en quoi elles font système. On notera que *Afrique contemporaine* a publié un article qui pose la problématique en des termes similaires (Véron, 2010). Mais si celui-ci propose quelques éléments d'interprétation quant aux crises malgaches, il reste avant tout programmatique d'une entreprise à mener, ce qui est fait ici.

Ce qui apparaît aujourd'hui comme une évidence dans la façon d'énoncer l'équation malgache est de notre côté le fruit d'un long processus de maturation sur deux décennies. Dans un premier temps, l'analyse de la double transition démocratique et du retour de la croissance dans la seconde moitié des années 1990 nous incitait à porter un jugement plutôt optimiste, et à nous interroger sur une éventuelle exceptionnalité malgache (Roubaud, 2000). La crise de 2002 a conduit à réviser notre jugement, que nous formulions en ces termes dans l'introduction du dossier précédent d'*Afrique contemporaine* : « Croissance économique et crise politique : Madagascar refuse-t-elle le développement ? » (Roubaud, 2002). Mais, au-delà des divergences d'appréciation sur le cours des événements, ces travaux reposaient sur deux piliers : l'imbrication étroite des cycles politiques et économiques ; le rôle majeur des questions de gouvernance, dans l'acception la plus polysémique du terme.

C'est finalement la crise de 2009 qui nous a conduits à relire les crises passées et à en proposer une nouvelle caractérisation, dont la figure ci-dessus constitue l'illustration synthétique. Celle-ci repose sur trois éléments que nous avons, à notre connaissance, été les premiers à mettre en évidence : l'évolution de long terme de Madagascar (l'« énigme ») ; la cyclicité de plus en plus rapprochée des crises ; l'association entre croissance économique et crise politique (le « paradoxe »). C'est ce complexe (le « mystère ») que nous avons proposé d'étudier dès 2010, dans le cadre d'un programme de recherche intitulé « Gouvernance, institutions et croissance de long terme », embrassant une dizaine de pays en développement et autant d'équipe de chercheurs, et dont les résultats sont aujourd'hui disponibles (Razafindrakoto *et al.*, 2013 et 2014)<sup>4</sup>.

Cette ébauche d'archéologie des idées est d'autant plus intéressante que cet énoncé de l'équation malgache fait aujourd'hui, peu ou prou, consensus. Il n'en a pas toujours été ainsi. Sa diffusion est même d'origine très récente. On la voit apparaître dans les écrits de la Banque mondiale au début de la décennie, même si elle s'interroge surtout sur les raisons du déclin économique (l'« énigme ») en mettant en avant les questions de gouvernance (Morisset, 2010). Puis, l'idée est reprise dans plusieurs études internes de la Banque, ou, plus intéressant, dans différentes initiatives malgaches financées par elle (VANF, 2012 ; IEP et Banque mondiale, 2014). Si le rôle de la Banque mondiale dans ce domaine est à saluer (diffusion d'une problématique porteuse, soutiens aux initiatives locales), il pose néanmoins deux problèmes. D'une part, il y a un risque de confiscation du débat, la Banque détenant un quasi-monopole en matière d'analyses économiques. D'autre part, la Banque mondiale n'est probablement pas la mieux placée pour réfléchir aux interactions entre l'économie et le politique. Ses statuts, comme le tropisme de ses fonctionnaires,

4. Le programme a été financé par l'Agence française de développement (AFD).

5. « Depuis son indépendance, Madagascar a connu des crises

politiques cycliques. En outre, depuis la fin des années 1980, les crises politiques ont été précédées par des périodes d'accélération de la croissance économique (figure 7) »

(p. 26) ; la figure 7 étant la reprise de notre graphique.

se sont toujours traduits par une emphase, souvent exclusive, sur les facteurs économiques du développement. Le dernier rapport de la Banque mondiale (2014) à Madagascar en est la plus parfaite illustration. Alors que « briser le cycle de crises récurrentes » est considéré comme un des défis principaux<sup>5</sup>, cette question est envisagée dans une partie du rapport consacrée à la politique macroéconomique et les solutions proposées sont presque toutes d'ordre économique.

Ce dossier se compose de six articles. Le premier, écrit par Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger, remplit une double fonction. D'une part, il expose une chronologie globale des principaux événements-repères qui ont façonné l'histoire de Madagascar depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours. Cette chronologie est nécessairement succincte (résumer 300 ans d'histoire en une vingtaine de pages est déjà une gageure). Il s'adresse en particulier au lecteur non averti. D'autre part, il propose une entrée originale à cette relecture du temps long à Madagascar en posant les jalons d'une économie politique de la trajectoire du pays. Plus précisément, les auteurs mettent en évidence, pour chaque période, les éléments de régulation du système et les contradictions auxquelles il fait face. De la période précoloniale à nos jours, ils identifient les principaux acteurs, les sources de pouvoir et de richesse, les modes de régulation économique et sociale et les contradictions du système. En conclusion, le texte formule brièvement des éléments d'explication des mécanismes à l'origine des crises cycliques et, finalement, du fait de leur récurrence, de la façon dont Madagascar fonctionne.

Après ce panorama général, les contributions suivantes resserrent la focale et se centrent sur des acteurs spécifiques. En s'intéressant au premier chef aux élites politiques, et plus spécifiquement encore à la prise du pouvoir, Erick Rabemananoro s'essaie à une théorie des crises à Madagascar. En s'appuyant sur plusieurs champs disciplinaires (théorie des jeux, économie de l'innovation, finance), il définit un certain nombre de concepts originaux ; celui d'« investissement irréversible » est le plus fondamental. Au cours d'une crise, considérée comme une succession de coups tactiques des acteurs politiques en concurrence pour le pouvoir, l'investissement irréversible est un événement particulier, provoqué par un des protagonistes du jeu stratégique, et qui constitue un « point de non-retour ». Il tente ensuite de valider sa théorie en la mettant à l'épreuve de l'histoire du pays depuis l'indépendance. Il identifie de façon précise l'investissement irréversible de chacune des quatre crises politiques majeures à Madagascar (13 mai 1972, 10 août 1991, 22 février 2002 et 7 février 2009) et tente d'en établir une typologie. Il montre en quoi ces coups ont été rentables à court terme pour ceux qui les ont joués, avec en premier lieu leur accession au pouvoir. Mais il montre aussi que ces coups peuvent avoir des effets néfastes à plus long terme, en matière de sécurité, de gouvernance ou de destructions du potentiel économique. En tirant la conclusion que Madagascar n'est finalement qu'une démocratie de façade, et que cette dernière a plutôt tendance à favoriser les crises politiques, il termine sur une question ouverte et

non moins fondamentale : la démocratie « à l'occidentale » est-elle pertinente dans le contexte malgache ?

L'article suivant déplace l'éclairage pour mettre en lumière un autre acteur majeur de la scène malgache : les autorités religieuses. Ainsi, Ketakandriana Rafitoson tente d'analyser les crises à Madagascar sur plus d'un siècle (1889-2014), à travers un corpus de 124 communiqués publiés par la Conférence épiscopale de Madagascar. S'il fournit plus une vision descriptive de la nature des crises par l'Église catholique (EKAR) qu'une interprétation des crises en tant que telles, il présente l'immense intérêt d'exhumer un matériau original jamais exploité dans une perspective analytique. De ce point de vue, le travail méticuleux de constitution et d'analyse discursive de ce corpus est à saluer comme la mise à disposition de tous d'un véritable bien public pour la connaissance de l'histoire malgache. Outre sa dimension informative sur la vie de l'EKAR et ses liens avec les autres Églises, et avec le pouvoir, il ressort de l'analyse que les maux sociaux dénoncés depuis toujours n'ont pas varié : corruption, népotisme, insécurité, inégalité sociale et injustice, avec l'apparition du thème de la démocratie à partir de 1989 ; des admonestations rarement suivies d'effets. Il apparaît également que l'idée d'une Église au-dessus des partis est un mythe. À aucun moment, les Églises (et pas seulement l'EKAR) n'ont réussi à maintenir leur credo de neutralité politique, même si cet engagement a été plus ou moins prononcé. Il semble s'accroître au cours du temps, passant du rôle de médiateur à celui de caution, voire de supporter, mettant à mal leur crédibilité, une relation à double sens étant mise au jour avec l'instrumentalisation des autorités religieuses par les politiques.

Les deux articles qui suivent s'intéressent plus spécifiquement au rôle de la France dans la crise de 2009-2013, tout en inscrivant leurs analyses dans la réflexion générale sur la récurrence des crises à Madagascar. La problématique est pertinente pour plusieurs raisons. En premier lieu, compte tenu du poids historique de la France à Madagascar et du rôle de l'ex-puissance coloniale depuis l'indépendance, la France est susceptible d'avoir pesé de manière significative sur le théâtre malgache en temps de crise. De plus, le fait que les positions françaises aient été aussi tranchées, à contre-courant, et qu'elles aient déclenché les passions, rend d'autant plus intéressant d'en analyser les causes par une approche scientifique. Enfin, parce qu'elle soulève une question récurrente et toujours en débat sur le caractère endogène ou exogène (ici l'action de la France) des crises malgaches.

Ils se présentent comme le contrepoint l'un de l'autre en défendant deux thèses opposées. L'origine des auteurs et la nature de l'administration de la preuve scientifique de chacun des articles constituent un élément de l'ouverture que nous avons cherché à promouvoir, en tant que parti pris épistémologique. Les deux auteurs ont été des acteurs engagés des événements, l'un comme ambassadeur de France à Madagascar au moment des événements, et l'autre comme animateur d'un des principaux forums de discussion sur le net et opposant actif au pouvoir en place. Non seulement les deux auteurs ont pris

part et position, mais en plus ils sont des *outsiders* en n'appartenant pas au sérail académique. Ils apportent pourtant ici chacun une démonstration d'une grande rigueur, tout en mobilisant, par force du fait de la proximité temporelle de la période qu'ils traitent, des sources d'information en partie non-conventionnelles chez les chercheurs, ce qui fait aussi leur originalité. L'un s'appuie sur ses nombreux contacts directs avec les principaux acteurs de la crise au plus haut niveau politique. L'autre fait appel outre des télégrammes diplomatiques, à des fichiers Wikileaks, et plus largement à une documentation numérique disponible en ligne. Ce nouveau type de sources constitue une piste prometteuse pour la recherche, tout particulièrement appropriée lorsqu'on traite d'histoire immédiate, à condition bien sûr qu'elles soient maniées avec précaution et soumises à l'appareillage critique propre à la démarche scientifique.

L'article de Patrick Rakotomalala, après avoir présenté de manière circonstanciée l'action de la diplomatie française entre 2009 et 2013, s'interroge sur les soubassements de positions doublement à contre-courant : divergentes par rapport à celles de la plupart des autres intervenants de la communauté internationale ; contradictoires avec la doctrine officielle de la diplomatie française, et notamment appliquée sur le terrain lors de la précédente crise malgache en 2002. Pour expliquer cet apparent paradoxe, l'auteur émet et creuse l'hypothèse que ce hiatus s'explique en partie par des enjeux géostratégiques liés aux ressources énergétiques potentielles (hydrocarbures au premier chef) de l'archipel contesté des îles Éparses et des zones économiques exclusives. Cette analyse prospective, qui poursuit un travail amorcé par l'auteur en 2012, a déjà eu un impact significatif à Madagascar, objet d'enjeux importants, aussi bien en politique intérieure qu'extérieure.

Celui de Jean-Marc Châtaigner s'articule autour de trois parties : les ressorts structurels de la crise « aiguë » de 2009-2013, les éléments déclencheurs de cette crise et enfin les difficultés de son règlement. S'appuyant sur une abondante littérature scientifique, la principale force de l'article est de dérouler l'enchaînement précis des événements, vécus par l'auteur de l'intérieur et au plus près des acteurs clés, tout en enchâssant les logiques à l'œuvre dans la perspective beaucoup plus globale du temps long. Il renvoie dos à dos les deux principaux protagonistes de la crise, sans épargner la communauté internationale qui s'est révélée d'une faible efficacité dans son rôle de médiation. Même s'il justifie l'action de la France dans la résolution du conflit, il la peint sous un jour beaucoup plus critique une fois appréciée à l'aune de l'histoire de Madagascar.

Nous avons volontairement choisi de conclure ce dossier par un article de Jean Fremigacci, spécialiste reconnu de Madagascar. Ce dernier nous livre un prolongement magistral de son dernier ouvrage (Fremigacci, 2014), relu au prisme de l'entrée « crises » de ce dossier et actualisé à la période contemporaine la plus récente. L'article procède d'une relecture de l'histoire malgache sur une longue période. Son érudition et la mobilisation de matériaux riches et variés lui permettent d'opérer une montée en généralité. Adoptant le point de

vue de l'historien, il analyse la crise récente à l'aune des invariants qui caractérisent le mode de gouvernance du pays depuis la période coloniale. L'auteur discute trois éléments structurant de la culture politique malgache qui, en faisant système, bloquent la mise en place de l'État moderne : le *fihavanana* et le poids de la parenté ; la question de la légitimation du pouvoir autour de la conception du *fanjakana* ; et enfin la mobilisation de l'ethnicité pour fonder le *tanindrazana*. Il écorne à la fois la geste nationaliste de la construction d'un État brisée par l'intervention militaire française, tant le pouvoir de l'oligarchie *merina* était à bout de souffle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et la thèse d'une colonisation modernisatrice, tant cette dernière a été une construction archaïque en partie basée sur les fondements de l'État royal antérieur. Selon lui, le télescopage de conceptions traditionnelles et des idées occidentales, à travers un phénomène de perversion mutuelle, a accouché d'une « chimère », une création monstrueuse qui conduit Madagascar à sa perte. L'article se termine par une note d'un grand pessimisme : aucun élément d'une synthèse viable entre tradition et modernité ne semble émerger et la perspective d'une tyrannie militaire n'est pas à exclure.

Au final, les six articles de ce dossier ne prétendent pas couvrir l'ensemble des questions soulevées par notre thématique de la récurrence des crises à Madagascar. Nous ne chercherons pas non plus à en tirer la « grande synthèse », laissant à chacun la liberté de tirer les fils des réflexions proposées par les différents auteurs. Nous nous contenterons seulement d'insister sur un point majeur, à savoir l'étonnante convergence de vue sur les causes de blocage de la construction de l'État malgache, et partant du modèle de développement suivi à ce jour. Cette convergence est d'autant plus solide que les approches et les disciplines sont variées (histoire, sociologie, économie, sciences politiques). Ce point mérite d'être souligné, tant aujourd'hui l'accès à l'information et à la connaissance a changé de main et de méthode. Faute d'alternative et sur les décombres d'une production intellectuelle digne de ce nom, la rumeur, les billets d'humeur, les discussions de blog, de forum et de réseaux sociaux, où les non-dits restent d'ailleurs de rigueur, ont fini par faire autorité pour forger l'opinion. Les chroniques de cour, les intrigues de palais, en bref, une histoire événementielle abaissée (par opposition à l'histoire sérielle, pour reprendre la terminologie du vieux débat apparu au moment de l'avènement de l'École des Annales) sont devenues la forme de savoir dominante, voire exclusive.

Convergence donc sur la formulation du problème des crises, mais également convergence sur le diagnostic. Les articles entrent en résonance les uns avec les autres sur deux éléments majeurs, qui constituent des invariants structurels de toutes les crises : la nature endogène des crises, d'une part, que même les deux articles qui analysent le rôle extérieur de la France reconnaissent pleinement ; l'écrasement de l'immense majorité de la population par une « oligarchie », souvent associée aux « grandes familles », qui déploient des stratégies complexes mais efficaces pour se maintenir tout en haut de la hiérarchie sociale et au pouvoir, d'autre part. Cette caractéristique, qui n'est pas un élément nouveau (Rajaonah, 1996 ; Galibert, 2011), mais dont la mise en

exergue est faite ici avec force, ouvre un champ de recherche à ce jour encore peu exploré : l'étude fouillée des élites à Madagascar.

Un troisième élément fait également consensus. La situation présente, même un an après des élections qui étaient censées marquer la fin de la crise, ne donne guère de raison d'espérer. En effet, rien n'a vraiment changé : le pays est dans une impasse. Non seulement la reprise économique n'est pas au rendez-vous, mais plus largement tous les facteurs qui ont concouru aux crises précédentes sont toujours à l'œuvre, dans un environnement chaque fois plus dégradé. La crise larvée peut encore à tout moment dégénérer en crise ouverte, pour peu qu'émerge un homme providentiel. Mais cette condition n'est absolument pas contraignante. Compte tenu des propriétés nécessaires pour être considéré comme tel, comme en attestent leurs dernières incarnations, il existe pléthore de candidats potentiels qui peuvent être projetés (ou se projeter) sur la scène politique malgache à tout moment. D'une certaine façon, et plus cyniquement, sera considéré (ou se considérera) comme providentiel, tout homme ou groupe capable de prendre le pouvoir et de le tenir.

Au-delà des réflexions sur la nature des crises à Madagascar et des moyens d'en sortir, l'initiative de ce numéro avait un autre objectif. Pour nous, le contenu des articles avait autant d'importance que l'origine de leurs auteurs. À court terme, il s'agissait de stimuler et de faire entendre des voix inconnues ou non autorisées à s'exprimer sur Madagascar dans le champ académique. De ce point de vue, le pari est réussi. Non seulement notre appel à contribution a été entendu, mais les réponses émanaient de contributeurs d'horizons très diversifiés. D'une part, plus de trente propositions ont été formellement soumises à la revue, ce qui dépasse largement les standards en vigueur pour des numéros thématiques ; une performance d'autant plus étonnante que les affaires malgaches sont loin d'être au cœur des préoccupations des chercheurs, comme en atteste le faible nombre d'articles publiés sur ce pays. D'autre part, les réponses ont mis en évidence l'existence d'un vivier insoupçonné d'auteurs malgaches (deux tiers des réponses), avec une forte proportion de doctorants. Bien sûr, toutes les propositions n'ont pas été honorées et la qualité des articles soumis était parfois insuffisante pour satisfaire, dans les délais, aux normes éditoriales de la revue. Si, *in fine*, au terme d'un processus de sélection exigeant et du fait de la contrainte de taille, seuls six articles ont pu être intégrés, un certain nombre d'autres auraient mérité de l'être.

Cette heureuse surprise donne quelques raisons d'espérer, dans un environnement général qui en fournit peu. Ainsi, à plus long terme, cette initiative pourrait servir de base, ou plus modestement contribuer à la reconstruction d'un potentiel intellectuel aujourd'hui gravement sinistré par des décennies de régression économique. Cette lente agonie s'est traduite par un effondrement de la qualité de l'éducation à tous les niveaux, et par l'anéantissement de la classe moyenne d'où était issu un grand nombre d'intellectuels bien formés de la génération antérieure. La médiocrité du débat public et de la classe politique n'en sont que les manifestations les plus visibles. Notre souhait est donc

que ce numéro spécial puisse, par effets d'agrégation et d'entraînement, être un des points de départ à la constitution d'une masse critique de chercheurs susceptibles de documenter et de réfléchir sur l'histoire de Madagascar, dont des pans entiers sont engloutis dans l'oubli, définitivement. Inverser la courbe de la trajectoire malgache n'est pas seulement une question de croissance et de stabilité politique. Gagner la bataille des idées est tout aussi essentiel. Et ici aussi il s'agit d'un processus de longue haleine.

## Bibliographie

**Afrobaromètre** (2008), "2008 Round 4 Afrobarometer Survey in Madagascar. Summary of Results", www.afrobarometer.org

**Banque mondiale** (2014), « Opportunité pour une croissance inclusive et résiliente », Antananarivo, mai.

**Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Roubaud, F.** (2005), "Export Processing Zones in Madagascar. A Success Story under Threat?", *World Development*, vol. XXXIII, n° 5, p. 785-803.

**Fremigacci, J.** (2014), *État, économie et société coloniale à Madagascar (fin XIX<sup>e</sup> siècle -1940)*, Paris, Karthala.

**Galibert, D.** (2011), *Les Gens de pouvoir à Madagascar*, Paris, Karthala.

**Institut d'étude politique de Madagascar et Banque mondiale** (2014), *Les Crises malgaches : un diagnostic pluridisciplinaire. Mettre fin à la fragilité : « construire le présent à partir du futur »*, Actes de colloque, 16-18 juin, Antananarivo, juillet.

**Morisset, J.** (2010), « Au cœur des ténèbres : le renouveau des institutions et de la gouvernance », in Banque mondiale, *Madagascar : vers un agenda de relance économique*, Antananarivo, p. 23-40.

**Raison-Jourde, F.** (1993), « Madagascar », *Politique africaine*, n° 56, dossier spécial, décembre.

**Raison-Jourde, F.** (2002), « Madagascar : les urnes et la rue », *Politique africaine*, n° 82, dossier spécial, juin.

**Rajoanah, F.** (1996), « Élités et notables malgaches à Antananarivo dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle », thèse, université Lyon-2, 4 tomes.

**Ramamonjisoa, J.** (2002), « Les relations entre "ethnies" à Madagascar : une problématique souvent mal posée », *Afrique contemporaine*, n° 202-203, avril-septembre, p. 55-71.

**Randrianja, S.** (2012), *Madagascar, le coup d'État de mars 2009*, Paris, Karthala.

**Razafindrakoto, M., Roubaud, F., Wachsberger, J.-M.** (2013), « Gouvernance, institutions et croissance de long terme : l'énigme et le paradoxe », document de travail DIAL, n° 13.

**Razafindrakoto, M., Roubaud, F., Wachsberger, J.-M.** (2014), « L'île mystérieuse : une approche d'économie politique de la trajectoire longue de Madagascar », *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, in G. Duffrénat, *Institutions and Growth in the Developing Countries. À Comparative Analysis* (à paraître en 2015).

**Roubaud, F.** (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, Paris, L'Harmattan.

**Roubaud, F.** (2002), « Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transitions politique et économique », dossier spécial, *Afrique contemporaine*, n° 202-203, avril-septembre.

**VANF** (2012), « Madagascar. Crises cycliques, culture et développement : les conditions de la relance », *Nota Bene*, n° 1.

**Véron, J.-B.** (2010), « L'Afrique post-indépendances : 50 ans de crises ? », *Afrique contemporaine*, n° 235, p. 115-126.